

Luxembourg, le 8 février 2021

Prise de position par rapport à l'enquête "Open Lux"

Pour déi Lénk, les premières publications de l'enquête journalistique "Open Lux" ne font que confirmer ce qui est généralement connu : les personnes fortunées du monde entier utilisent des montages financiers sophistiqués pour échapper à l'impôt et la place financière luxembourgeoise, à l'instar de celles d'autre pays européens, leur offre une plateforme sur mesure à cette fin.

La place financière luxembourgeoise attire des volumes de capitaux monumentaux et ce ne sont pas seulement la compétence des acteurs financiers et le triple A du Grand-Duché qui en sont responsables. Avantages fiscaux, possibilités de structuration, conventions fiscales bilatérales avantageuses, des intermédiaires ingénieux menés par les Big4 et la présence d'une industrie de fonds aux multiples possibilités ne sont que quelques éléments qui composent la boîte à outils à disposition des multinationales et des individus super-riches pour doper leurs profits, sans que cela ne soit nécessairement illégal. Si le Luxembourg est loin d'être le seul pays à faciliter l'évitement et l'évasion fiscale, il ne faut pas se tromper sur le rôle important qu'il y joue.

L'enquête du consortium de journalistes, qui donne un énième aperçu des manigances financières des classes fortunées, a été possible grâce à la mise en place du registre des bénéficiaires imposée par l'Union européenne. Il faut rappeler que, à l'instar du reporting pays-par-pays, il s'agit là d'une initiative qui émane des organisations de la société civile. Ce registre a été rendu public grâce à la pression exercée par la société civile et contre le gré de nombreux pays membres de l'UE. Cela illustre à quel point la pression de la société civile est importante et nécessaire pour faire avancer le débat et l'action politique contre les privilèges injustifiés du capital.

déi Lénk reconnaît que le gouvernement luxembourgeois a fait des efforts ces dernières années en mettant en œuvre les recommandations et initiatives internationales. Mais, comme nous l'avons évoqué à de nombreuses reprises au Parlement, toutes ces initiatives élaborées au niveau de l'OCDE ou de l'UE ne font que colmater les brèches les plus flagrantes d'un système profondément cassé sans s'attaquer aux problèmes de fond. Ceux-ci sont la conséquence de la dichotomie anachronique entre une économie globalisée avec ses flux de capitaux largement libéralisés d'un côté et une mosaïque de législations fiscales nationales de l'autre côté. Ces dernières sont la chasse gardée des gouvernements qui sont de surcroît en concurrence entre eux. Sous ces auspices, les riches et leurs aides ont très peu de mal à exploiter les failles et lacunes du système.

déi Lénk appelle le gouvernement à prendre au sérieux les révélations et reproches de l'enquête journalistique internationale Open Lux et d'associer pleinement le Parlement à tous les travaux d'éclaircissement et de redressement. Tous les éléments qui pointent vers des comportements illégaux ou des manquements dans la lutte anti-blanchiment doivent être rigoureusement analysés et redressés. En outre, les mécanismes de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et le

terrorisme doivent être à la hauteur des volumes énormes de capitaux qui transitent chaque jour à travers le pays.

Surtout, les citoyennes et citoyens doivent se mobiliser pour que cessent enfin ces pratiques d'évitement et d'évasion fiscales qui sont dommageables à toutes les populations et qui sont l'un des moteurs principaux derrière la montée des inégalités sociales dans nos pays et dans le monde.
